

Mesdames les Ministres,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Je veux tout d'abord remercier la République française et Madame la Ministre Ségolène ROYAL en particulier, d'avoir accueilli cette rencontre. Je veux remercier aussi Madame la Ministre Hakima EL HAITE de sa présence et de son engagement pour les mers et plus particulièrement pour la Méditerranée.

Cette question de la Méditerranée est pour nous tous ici vitale et nos échanges l'ont bien montré.

La Méditerranée est vitale parce que nous vivons autour de cette mer dont nous tirons une part de notre subsistance, et qui détermine en grande partie les équilibres écologiques de notre région.

Elle est vitale aussi parce qu'elle est plus menacée que les autres mers, alors même qu'elle abrite une part très importante de la biodiversité et de la richesse naturelle de la Planète.

Elle est vitale enfin parce qu'elle a, pour chacun de nous, une signification particulière.

Depuis des millénaires, la Méditerranée est au cœur de nos civilisations, de nos progrès, de nos rêves. C'est sur ses rivages que sont nées les grandes civilisations et religions qui ont façonné le monde, et que l'humanité a développé nombre de grandes inventions.

Comme l'a résumé le grand écrivain français Stendhal : « les plus beaux souvenirs de l'espèce humaine et ses regrets les plus profonds se lient aux rivages de cette mer ».

Nos regrets les plus profonds, aujourd'hui, apparaissent en effet autour de cette mer qui concentre nombre des périls qui menacent notre planète.

Ses tensions économiques, sociales, culturelles et religieuses, bien sûr. Ses problématiques de peuplement, d'urbanisation, ou encore de migrations. Mais également les limites d'un modèle de croissance et les lacunes d'une organisation qui posent la question, sinon de notre survie, du moins de la pérennité de notre environnement et des conditions matérielles de notre développement.

C'est pourquoi il est essentiel d'examiner aujourd'hui sa situation, comme vous nous avez opportunément invités à le faire. C'est pourquoi il est également crucial d'identifier et de mettre en place ensemble les mécanismes qui nous permettront d'assurer son avenir.

A cet égard, les actions et réalisations concrètes qui viennent d'être évoquées sont autant de motifs d'espoir et de satisfaction.

Mais les spécificités de la Méditerranée me conduisent à revenir sur certains points. Si certaines initiatives peuvent être prises par chaque Etat riverain, comme cela a été évoqué, cela ne doit pas occulter l'importance, en Méditerranée peut-être plus qu'ailleurs, d'actions collectives.

Du fait de sa taille, sa fragilité et sa situation politique, la Méditerranée exige peut-être plus qu'aucune autre mer une approche concertée.

Je pense, notamment, aux instruments juridiques régionaux, comme l'accord RAMOGE de prévention et de lutte contre la pollution, signé avec la France et l'Italie, et dont nous avons célébré cette année les quarante ans, ou comme le sanctuaire PELAGOS, créé avec les mêmes partenaires, pour la protection des mammifères marins. Je pense aussi aux institutions multilatérales couvrant toute la zone, et qui ont une importance particulière. Outre bien entendu les mécanismes de la Convention de Barcelone, je voudrais évoquer l'ACCOBAMS, dont Monaco héberge le siège et dont les travaux sont essentiels pour la pérennisation de nombreuses espèces de notre mer. Je veux également citer la CIESM dont les études nourrissent si utilement nos réflexions.

Cette approche concertée peut se traduire de surcroît par la mise en œuvre de mécanismes plus souples, comme ce fonds fiduciaire que Monaco a conçu avec la France et la Tunisie, rejoints désormais par d'autres Etats et organisations de la société civile, afin de développer les aires marines protégées.

Cette approche peut enfin prendre l'aspect d'initiatives associant les sociétés civiles, comme la *Task Force* contre les pollutions plastiques « Beyond Plastic Med », ou BeMed, que nous avons lancée en 2015 à la suite d'une réunion internationale tenue à Monaco. Cette coalition a pour objectif de soutenir des solutions citoyennes innovantes, en partenariat avec le secteur privé, les ONG et la communauté scientifique.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler ici même dans deux jours, lors de la réunion que nous tiendrons sur ce sujet précis.

Chacune à sa manière, ces initiatives ont prouvé la pertinence d'une approche collective, concertée et partenariale, fondée sur l'échange, le dialogue et la complémentarité.

C'est pourquoi je souhaite que cette approche soit renforcée et développée en Méditerranée, avec notamment d'autres partenaires : d'autres Etats, bien sûr, mais aussi d'autres forces vives issues des sociétés civiles. Car c'est collectivement que nous pourrions assurer l'avenir de cette mer. Un avenir qui nous concerne tous, qui nous oblige tous et doit tous nous rassembler.

A cet égard, je voudrais insister avec vous sur deux points qui me semblent particulièrement sensibles.

Il serait tout d'abord opportun que les Etats riverains de la Méditerranée s'inspirent de l'initiative prise en mer Baltique et conjuguent leurs efforts en vue d'établir, dans notre mer et dans le cadre de la Convention MARPOL, une zone de contrôle des émissions d'oxyde d'azote (Nitrogen Oxide Emission Control Areas - NECA). Les récentes avancées constatées au sein de l'OMI pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime doivent nous y inciter au regard, notamment, de l'urgence qu'il y a à réduire significativement les pollutions à l'oxyde d'azote par les navires.

Par ailleurs, les changements climatiques ont déjà en Méditerranée des impacts particulièrement lourds sur les plans humain, écologique et économique, d'autant qu'ils se conjuguent à d'autres pressions anthropiques très fortes, telles que les pollutions telluriques ou le tourisme de masse.

Je pense, par conséquent, que nous devrions rappeler l'urgence qu'il y a à disposer des connaissances scientifiques aptes à fonder des politiques publiques adaptées à ces changements climatiques.

C'est pourquoi il me paraît souhaitable que nous appelions le GIEC, au début de son 6ème cycle d'évaluation, à renforcer la production de données et de scénarii pertinents au niveau régional, notamment dans son Rapport spécial consacré à l'Océan.

Dans un contexte aussi complexe que celui de la Méditerranée, nous n'avons pas d'autre alternative que de travailler ensemble à des solutions concrètes, en évaluant tous les aspects d'une réalité particulièrement multiforme. C'est la clé de notre avenir à tous.

Fidèle à son Histoire et à sa tradition de progrès et d'invention, la Méditerranée doit aujourd'hui nous inciter à construire de nouvelles synergies, seules de nature à répondre aux défis de ce monde.

C'est je crois, l'un des objectifs de cette réunion que d'en identifier les contours et d'en imaginer le contenu. De nombreuses pistes ont été tracées qui nous autorisent à espérer que cette mer continue à alimenter nos rêves, bien plus que nos regrets.

Je vous remercie.